

Christine BIDAUD-GARON
10, rue René Hénin
Anse Vata
98800 Nouméa
Tél : +687 52 35 50
E-mail : c.bidaud.garon@gmail.com
[/christine.bidaud-garon@univ-nc.nc](mailto:christine.bidaud-garon@univ-nc.nc)
Née le 19/01/1976, mariée, 4 enfants



- DIPLÔMES ET DISTINCTIONS-

- 2014** Lauréate d'une bourse de recherche à l'Institut Max Planck de droit comparé et international privé (Hambourg) pour le mois de janvier 2015
- 2012** Habilitation à diriger les recherches
Membres du jury : François Chénéde, Professeur à l'Université de Rennes 1, Hugues Fulchiron, Professeur à l'Université Jean Moulin - Lyon 3, Paul Lagarde Professeur émérite de l'Université Panthéon - Sorbonne (Paris 1), Pierre Murat, Professeur à l'Université Pierre Mendès-France de Grenoble, Cyril Nourissat, Professeur à l'Université Jean Moulin - Lyon 3, Edouard Treppoz, Professeur à l'Université Jean Moulin - Lyon 3,
- 2005** Docteur en droit
Thèse relative à « L'état civil en droit international privé », réalisée sous la direction de Monsieur Hugues Fulchiron, Professeur à l'Université Jean Moulin - Lyon 3, soutenue le 9 décembre 2005 :
- Membres du jury : Jacques Foyer, Professeur émérite de l'Université Panthéon - Assas (Paris 2), Hugues Fulchiron, Professeur à l'Université Jean Moulin - Lyon 3, Frédérique Granet, Professeure à l'Université de Strasbourg, Paul Lagarde, Professeur émérite de l'Université Panthéon - Sorbonne (Paris 1), Françoise Monéger, Professeure à l'Université Saint Denis (Paris 8)
- Mention très honorable avec les félicitations du jury
- Proposition de la thèse pour un prix et pour une subvention en vue de sa publication
- Lauréate du Prix de thèse de l'Université Jean Moulin Lyon - 3

- FONCTIONS -

- Depuis 2007** Maître de Conférences à l'Université Jean Moulin - Lyon 3
En délégation à l'Université de la Nouvelle - Calédonie depuis le 1^{er} juillet 2015
Habilitation à diriger les recherches depuis 2012
- 2012 - 2015** Directrice adjointe du Centre de droit de la famille de l'Université Jean Moulin - Lyon 3
- Depuis 2016** Directrice adjointe du Laboratoire de Recherches Juridique et Economique (LARJE) de l'Université de la Nouvelle-Calédonie

- GROUPES NATIONAUX ET INTERNATIONAUX DE RECHERCHE -

- Membre du Comité français de droit international privé.
- Membre réseau universitaire européen Droit de l'espace de liberté, sécurité et justice (ELSJ).
- Membre de la Société internationale de droit de la famille (International Society of Family Law – ISFL).
- Membre du réseau européen d'experts Trans Europe Experts (TEE).
- Experte pour le Cabinet de Recherche britannique MATRIX entre janvier 2012 et décembre 2013 missionné par la Commission européenne pour établir l'étude d'impact relative à la recherche d'une solution européenne à la circulation des actes de l'état civil au sein de l'Union européenne (*Study for an Impact Assessment on European Initiatives on Mutual Recognition of the Effects of Civil Status Records*).
- Coordinatrice scientifique en charge de la convention académique spécifique unissant les Centre de droit de la famille des Universités Jean Moulin - Lyon 3 et Pontificale Catholique argentine (UCA) relative à « *La métamorphoses du droit de la famille face à la redéfinition de l'union matrimoniale et de la parentalité* » de 2013 à 2015.
- Membre du groupe de recherche relatif à la réforme du droit espagnol de la protection des personnes vulnérables (*la protección jurídica de las personas con discapacidad : análisis y propuestas de reforma del derecho español - DER 2012-35615*) dirigé par la Professeure Cristina Guilarte Martin-Calero de l'Université de Valladolid.
- Membre de l'équipe de recherche du projet Bourgeon relatif à *La circulation des personnes et de leur statut familial dans un monde globalisé*, dirigé par le Professeur Hugues Fulchiron et unissant des chercheurs français, argentins, brésiliens, espagnol et belges, autrichiens, italiens, hollandais, hongrois, roumains, québécois et uruguayens de 2012 à 2015.

- PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS -

- Droit interne de la famille
- Droit interne des personnes
- Droit international privé de la famille
- Droit international privé des personnes
- Droit international privé – Théorie générale
- Droit international privé contextualisé à la Nouvelle-Calédonie - Contrats internationaux et Commerce International

Ces enseignements sont dispensés, sous forme de cours magistraux et de séminaires, en formation initiale aux étudiants de première et troisième année de licence, de master 1 et de master 2, de même qu'à des publics de formation continue dans des formations universitaires et dans des formations organisées par des instances professionnelles.

Autres matières enseignées depuis la prise de fonction : Institutions juridictionnelles, Droit commercial, Remise à niveau en droit, Droit des sociétés, Droit privé judiciaire

- MISSIONS D'ENSEIGNEMENT À L'ETRANGER -

- *Profesora Visitante* à l'Université pontificale catholique argentine (UCA) – novembre 2014.
- *Droit international privé*, Conflits de lois, Université d'Ho Chi Minh, Vietnam – 2012 et 2014.
- *Droit international privé*, Conflits de lois, UFAR, Erevan, Arménie - 2012.
- *Droit international privé*, Conflits de juridictions, Université Hassan II, Casablanca, Maroc - 2011.
- *Méthodologie du droit* - Université Ain Shams, Le Caire, Égypte - 2007.

- PUBLICATIONS -

Articles en français :

Accompagnement et actes personnels

Revue Droit de la famille, mars 2017, n°3, 21.

Le recours à la preuve biologique dans les actions dont l'objet n'est ni l'établissement, ni la contestation d'un lien de filiation

Revue Droit de la Famille, avril 2016, n°4, p. 18.

Reconnaissance ou reconstruction ? A propos de la filiation des enfants nés par GPA, au lendemain des arrêts *Labassée, Mennesson et Campanelli-Paradiso* de la Cour EDH

Rédigé en collaboration avec le Professeur Hugues Fulchiron, Revue critique de Droit international privé 2015, n°1, p1.

Le divorce en Europe - Cas pratique relatif au principe du divorce

Revue Droit de la Famille, avril 2015, n°4, p. 27.

Les conventions bilatérales en matière d'état civil

AJ Famille, juin 2014, n°6, p. 341.

La détermination de la qualité de conjoint survivant et d'héritier dans les successions internationales

JCP éd. Notariale et immobilière, 2014, 1178.

L'application en France de la Convention de La Haye sur les enlèvements internationaux d'enfants

in « Droit japonais, droit français : Quel dialogue ? - Actes du colloque organisé par l'École normale supérieure de Lyon et Science-po Lyon, à Lyon les 10 et 11 mai 2012 », éd. Schultess 2014, p. 209.

Mariage consulaire... pour tous ?

JCP éd. Générale, 2013, 1325.

« L'enfant de la fraude... », Réflexions sur le statut des enfants nés avec l'assistance d'une mère porteuse

Rédigé en collaboration avec le Professeur Hugues Fulchiron, Dalloz 2014, p. 905.

Dans les limbes du droit (à propos de la situation des enfants nés à l'étranger avec l'assistance d'une mère porteuse)

Rédigé en collaboration avec le Professeur Hugues Fulchiron, Dalloz 2013, Chron., p.2349.

Mariage pour tous : la circulaire !

JCP éd. Générale, 2013, 729.

Le mariage sans sexe...

Revue Droit de la famille, juillet-août 2013, n°7-8, p.13.

La loi applicable aux successions internationales selon le règlement du 4 juillet 2012

JCP éd. Notariale et immobilière, 2013, 1109.

Les conventions de désignation de loi applicable au divorce prévues par le règlement Rome 3

Revue Droit et patrimoine, mai 2013, p.20.

Projet de loi sur le mariage : sans distinction de sexe...

Revue Droit et Patrimoine, décembre 2012, p. 30.

La reconnaissance des mariages célébrés à l'étranger

JCP éd. Notariale et immobilière, 2012, 1265.

L'établissement de l'état des parties

Revue droit de la famille, n°11, novembre 2008, p. 11.

La preuve de la filiation d'un étranger et la loi du 20 novembre 2007

Revue droit de la famille, n°2, février 2008, p. 19.

Identité des parties et actes de l'état civil étrangers

Revue Droit et patrimoine, n°160, juin 2007, p. 44.

Des conditions du mariage des français à l'étranger : variations sur la forme et le fond...

Rédigé en en collaboration avec le Professeur Cyril Nourissat, Actualité juridique famille, n°12-2006, p. 447.

La force probante des actes de l'état civil étrangers après la loi du 26 novembre 2003

Revue critique de droit international privé 2006, n° 1, Doctrine et chronique, p. 49.

[Notes et commentaires :](#)

Changement de sexe et coutume kanak

Note sous TPI Nouméa, section détachée de Koné, 12 juin 2015, Cahier du LARJE Veille et éclairage juridiques, Dir. C. Bidaud-Garon, n° 2016-3, octobre 2016, p. 8, larje.univ-nc.nc.

Les garanties procédurales devant entourer les procédure privatives de capacité juridique - Obs. sous CEDH, 18 septembre 2014, Ivinović c. Croatie (n° 13006/13)

in Estudios Y comentarios jurisprudenciales sobre discapacidad, Dir. Cristina Guilarte Martin-Calero, éd. Thomson Reuters Aranzadi, 2016, p. 559.

Gestation pour autrui internationale : changement de cap à La Cour de cassation, note sous Cour de cassation, Assemblée plénière, 3 juillet 2015

Rédigé en collaboration avec le Professeur Hugues Fulchiron, Dalloz 2015, p.1819.

La circulaire « Taubira » sur les certificats de nationalité française validée

Note sous CE 12 décembre 2014, rédigée en collaboration avec le Professeur Hugues Fulchiron, Dalloz 2015, p.357.

Ne punissez pas les enfants des fautes de leurs pères : commentaire prospectif des arrêts Labassée et Mennesson de la Cour EDH du 26 juin 2014

Rédigé en collaboration avec le Professeur Hugues Fulchiron, Dalloz 2014, p.1773.

Note sous Cour de cassation, 1^e Chambre civile, 28 Mars 2013, relative à la liquidation des intérêts patrimoniaux situés en France d'ex-époux divorcés devant une autorité étrangère : Quel juge peut désigner le notaire liquidateur ?

JCP éd. Notariale et immobilière, 2013, 1199.

Note sous Cour de cassation, 1^e chambre civile, 17 décembre 2008, relatif aux effets en France des actes de l'état civil étranger, spécialement aux distinctions entre la force probante des actes de l'état civil étrangers, d'une part, et l'obligation de déclaration de naissance d'un Français à l'étranger ainsi que la transcription des actes de naissance étrangers relatifs à des Français sur les registres de l'état civil français d'autre part.

Revue critique de droit international privé 2009, n°4, p.740.

Note sous Cour de cassation, 2^e chambre civile, 19 février 2009, relative à l'égalité entre homme et femme ayant élevé des enfants en matière de droits à la retraite : « De l'avantage consenti aux femmes à l'avantage lié à la parentalité »

Revue droit de la famille, n°5, mai 2009, comm. n°61, p. 37.

Note sous Cour de cassation, 2^e chambre civile, 19 janvier 2006, relative aux droits à prestations sociales des veuves d'une union polygame

Recueil Dalloz 2006, n° 34, p. 2454.

[Chroniques :](#)

Chronique de droit international privé notarial

Chronique collective dirigée par le Professeur Cyril Nourissat.

- Rédaction d'un aperçu des difficultés relatives aux successions en Nouvelle-Calédonie – Conflits internes et conflits internationaux. JCP éd. Notariale et immobilière 2016, n°40, p. 41.
- Rédaction du commentaire de la décision : Cass. Civ. 1^e, 18 mars 2015 - Force probante d'un acte notarié étranger dans le cadre d'une succession internationale. JCP éd. Notariale et immobilière 2015, n°50, p. 22.
- Rédaction du commentaire de la décision : Cour d'appel d'Aix-en-Provence, 1^e Ch., sect. B, 6 mars 2014, n°2014/146, JurisData n°2014-004967 – Détermination du dernier domicile du défunt dans une succession internationale. JCP éd. Notariale et immobilière 2014, n°49, 1352, p. 24.
- Rédaction de la partie relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil visant à favoriser la libre circulation des citoyens et des entreprises en simplifiant l'acceptation de certains documents publics dans l'Union européenne, et modifiant le règlement (UE) n° 1024/2012 (COM(2013) 228 final, 24 avril 2013). JCP éd. Notariale et immobilière, 2013, 1242.

Chronique « Vie privée et familiale »

Chronique collective dirigée par le Professeur Hugues Fulchiron.

- Rédaction des commentaires des arrêts rendus par la Cour européenne des droits de l'Homme intéressant les droits des enfants nés de gestation pour autrui, de procréation médicalement assistée et le droit de l'adoption (III. Les enfants, A. PMA/GPA, B. Adoption) ; Journal européen des droits de l'Homme 2015, n°5, p. 687.
- Rédaction des commentaires des arrêts rendus par la Cour européenne des droits de l'Homme intéressant les droits des enfants nés de gestation pour autrui et de procréation médicalement assistée (III. Les enfants, A. PMA/GPA) ; Journal européen des droits de l'Homme 2014, n°5, p. 674.

Chapitres/parties d'ouvrage :

Les domaines orphelins de l'autonomie de la volonté : quels ersatz ?

Rédigé en collaboration avec Amélie Panet, Maître de conférences à l'Université Jean Moulin - Lyon 3, *in* Acte du colloque : « L'autonomie de la volonté en droit des personnes et de la famille dans les règlements de droit international privé européen », Bruylant, à paraître en juin 2017.

L'état civil coutumier

In « L'intégration de la coutume kanak dans le corpus législatif contemporain », Rapport de recherche pour le GIP « Mission de recherche Droit et Justice », rendu en septembre 2016, dirigé par la Professeure Pascale Deumier (Université Jean Moulin – Lyon 3) et Monsieur Etienne Cornut (Université de la Nouvelle-Calédonie), p. 373.

La reconnaissance des décisions de divorce et leur transcription sur les registres de l'état civil

in « La rupture du mariage en droit comparé », résultant du rapport GIP Justice rendu au Ministère de la Justice en 2013, Bibliothèque de la Société de législation comparée, Droit comparé et européen, vol. 19, 2015, p. 235.

Le rôle des instruments et des techniques de coordination : garanties d'application effective des règlements ou facteurs d'harmonisation des droits internes ?

in « Vers un statut européen de la famille », Dir. H. Fulchiron et C. Bidaud-Garon, éd. Dalloz, coll. Thèmes et commentaires, 2014, p. 201.

Vers une européanisation des règles de détermination de la loi applicable aux régimes matrimoniaux ?

in « Droit patrimonial européen de la famille », Dir. É. Fongaro, LexisNexis, coll. Actualité, juin 2013, p. 75.

Le rôle de la volonté dans le système légal français de protection des majeurs

in « Les solidarités entre les générations – Actes du Congrès de l'association internationale de droit de la famille organisé à Lyon du 19 au 23 juillet 2011 », Bruylant – Larcier 2013, p. 983.

La valeur probante des actes de l'état civil : atteinte à la souveraineté de l'État ou protection de l'État ?

In Actes du Colloque organisé à l'occasion du soixantième anniversaire de la Commission internationale de l'état civil : « L'état civil du XX^e siècle », à Strasbourg, les 13 et 14 mars 2009, sur le site [www : http.ciec1.org](http://www.ciec1.org).

La Pologne et les enlèvements internationaux d'enfants

Rédigé en collaboration avec Monsieur Matthieu Portefaix, Docteur en droit, publié *in* Les enlèvements d'enfants à travers les frontières, Actes du colloque organisé par le Centre de droit de la famille (Lyon, 20 et 21 novembre 2003), Bruylant, 2004, p. 169.

Comment faciliter la coopération internationale ?

Rédigé en collaboration avec Monsieur Cyril Nourissat, Professeur à l'Université Jean Moulin - Lyon 3, publié *in* Les enlèvements d'enfants à travers les frontières, Actes du colloque organisé par le Centre de droit de la famille (Lyon, 20 et 21 novembre 2003), Bruylant, 2004, p. 482.

Manuel de travaux dirigés de droit international privé, Thème n° 10 relatif aux effets en France des décisions étrangères (notions essentielles, tableau récapitulatif et cas pratique)

Réalisé sous la direction de Monsieur Hugues Fulchiron, Professeur à l'Université Jean Moulin - Lyon 3, de Monsieur Cyril Nourissat, Professeur à l'Université Jean Moulin - Lyon 3 et de Monsieur Edouard Treppoz, Professeur à l'Université Jean Moulin - Lyon 3. Litec, Collection objectif droit, 1^e éd. 2001, 2^e éd. 2003, 3^e éd. 2007, 4^e éd. 2009.

Monographies / manuels :

La permanence de l'état des personnes à l'épreuve des migrations internationales (*droit international privé, européen et comparé des personnes et de la famille*)

Ouvrage en cours d'écriture pour lequel ont été obtenus un congé de recherche du Conseil National des Universités pour le premier semestre de l'année 2015 et une bourse de recherche de l'Institut Max Planck de droit comparé et international privé (Hambourg).

Droit des personnes et de la famille

Ouvrage en cours d'écriture, co-rédaction avec Monsieur Hugues Fulchiron, Professeur à l'Université Jean Moulin - Lyon 3, à paraître aux éd. Dalloz, coll. Séquence, en 2017.

Articles/chroniques en langue étrangère :

- Traineeships to combat domestic and gender-based violence and the offense of buying a sexual act

In Chronicle of French Family Law, International Survey of Family Law 2017, à paraître.

- La Maternidad Subrogada en el derecho comparado

Article coécrit avec Madame Ursula Basset (Université Catholique de Buenos Aires), Madame Debora Gozzo (Université São Judas Tadeu, São Paulo) et Madame Cristina Guilarte Martin-Calero (Université de Valladolid) présentant l'évolution du droit en matière de gestation pour autrui en France, en Argentine, au Brésil et en Espagne. A paraître à la revue argentine *La Ley*.

Draft law of 29 September 2015 (No. 3084) about the modification of the sex designation on civil status registers

In Chronicle of French Family Law, International Survey of Family Law 2016, p. 195.

The principle of the permanence of persons' status, *Reflections on the international movement of people and their status*

Keesing Journal of Documents & Identity, juin 2015, p. 6.

La maternidad subrogada en el Tribunal Europeo de Derechos Humanos

Revista del Colegio de magistrados y funcionarios del poder judicial de la provincia de Santa Fe, 2015, n°5, p. 198.

The situation of children born abroad with the assistance of a surrogate mother

In Chronicle of French Family Law, International Survey of Family Law 2014, p. 142.

The French draft bill about opening marriage to same sex couples

In Chronicle of French Family Law, International Survey of Family Law 2013, p. 119.

Legislation governing civil-status : between the right of the State and the rights of persons

Keesing Journal of Documents & Identity- Annual report 2012, p. 14.

The protection of vulnerable adults and the Bettencourt case

In Chronicle of French Family Law, International Survey of Family Law 2012, p. 119.

The converging of different kinds of conjugal status

In Chronicle of French Family Law, International Survey of Family Law 2011, p. 187.

[Autres publications :](#)

Réponse au livre vert : « Moins de démarches administratives pour les citoyens: Promouvoir la libre circulation des documents publics et la reconnaissance des effets des actes d'état civil ».

Réponse rédigée en avril 2011, disponible sur le site du Centre de droit de la famille.

Fascicule Juris-Classeur relatif à l'état civil en droit international privé

Collection droit international, fasc. n°544 ; Collection civil code, art. 47 à 48, fasc. n° 45, paru en février 2008.

- COMMUNICATIONS -

Du droit à l'identité à un droit à l'unité du statut personnel et familial ?

Colloque « L'identité et le droit », organisé par l'Université de la Nouvelle-Calédonie (LARJE), Nouméa, les 3 et 4 novembre 2016.

Integration of kanak custom in the contemporary normative corpus in new caledonia

Colloque organisé par Pacific Islands University Research Network (PIURN), à la National University of Samoa (NUS), Apia, les 19, 20 et 21 septembre 2016.

Les domaines orphelins de l'autonomie de la volonté : quels ersatz ?

Journées académiques : « L'autonomie de la volonté en droit des personnes et de la famille dans les règlements de droit international privé européen - (Enjeux théoriques et conséquences pratiques) », organisées par l'Université de Liège et l'Université Jean Moulin – Lyon 3 (CDF) à Lyon, les 11 et 12 mai 2016.

Accompagnement et Actes personnels

Séminaire de recherche : « L'accompagnement des personnes majeures vulnérables », organisé par l'Université Jean Moulin Lyon 3 (CDF), l'Université de la Nouvelle-Calédonie

(LARJE), Pontificia Universidad Católica Argentina (Buenos Aires), Universidad Austral (Buenos Aires), Pontificia Universidad Católica de Chile (Santiago), Universidad de Valladolid, à Lyon le 18 mai 2016.

La prise en compte de la volonté des majeurs vulnérables

Séminaire de recherche : « *La vulnérabilité : les majeurs vulnérables* », organisé par le Centre de droit de la famille de l'Université Jean Moulin – Lyon 3 et le Centro de Investigaciones de Derecho de Familia de la Pontificia Universidad Católica Argentina de Buenos Aires, à Buenos Aires les 2 et 3 juin 2015.

Les difficultés de circulation des statuts familiaux

Séminaire de Recherche « Droits fondamentaux et circulation internationale des statuts familiaux », organisé par le Centre de droit de la famille de l'Université Jean Moulin – Lyon 3 et la Faculté de droit de l'Université fédérale de Rio de Janeiro, à Rio de Janeiro le 10 avril 2015.

Vers un principe de reconnaissance des statuts familiaux en Europe ?

Séminaire de recherche : « *Droits fondamentaux et circulation des personnes et de leur statut familial dans un monde globalisé* », organisé par le Centre de droit de la famille de l'Université Jean Moulin – Lyon 3 et la Faculté de droit de l'Université de Sao Paulo, à Sao Paulo le 8 avril 2015.

La prise en compte de l'état des personnes créé à l'étranger par le notaire français

Journées nationales personne et famille organisées par le Conseil Supérieur du Notariat à Paris les 30 et 31 mars 2015.

La prise en compte des considérations d'ordre public dans les instruments de DIP relatifs à la circulation des personnes et de leur statut (lois de police, exceptions d'ordre public etc.)

Séminaire de recherche : « *La circulation des personnes et de leur statut familial dans un monde globalisé : autour de l'ordre public* », organisé par le Centre de droit de la famille et la Faculté de droit de l'Université de Sao Paulo, à Lyon les 12 et 13 février 2015.

Le poids du droit à l'identité dans l'évolution du droit de la filiation

Séminaire de recherche : « *La vulnérabilité : l'enfant* », organisé par le Centre de droit de la famille de l'Université Jean Moulin – Lyon 3 et le Centro de Investigaciones de Derecho de Familia de la Pontificia Universidad Católica Argentina de Buenos Aires, à Lyon les 10 et 11 février 2015.

La maternité de substitution devant la Cour européenne des droits de l'homme

Colloque : « *Las Nuevas reglas del Derecho de la Niñez en el Código Civil y Comercial. Una mirada desde el Derecho privado y Derecho Internacional Privado* », organisé par l'Université catholique et le collège des magistrats de Rosario (Argentine) et le Centre de droit de la famille de l'Université Jean Moulin – Lyon 3, à Rosario le 26 novembre 2014.

Participation à une table ronde relative aux causes de divorce, à la compétence du juge, à la procédure et à la loi applicable à la rupture du lien matrimonial

Colloque : « *Le divorce en Europe* », organisé par la Cour de cassation et le Centre de droit de la famille de l'Université Jean Moulin – Lyon 3, à la Cour de cassation, Paris le 6 novembre 2014.

Le sort des enfants nés à l'étranger d'une mère porteuse

Conférence à l'Université fédérale de Rio de Janeiro, le 12 août 2014.

Procreative tourism and French law

Congrès mondiale de la Société internationale de droit de la famille (ISFL), organisé à Recife (Brésil) du 6 au 9 août 2014.

Quelles sont les solutions envisageables pour sortir de l'impasse juridique dans laquelle sont les enfants nés d'une gestation pour autrui réalisée à l'étranger ?

Audition par le Défenseur des enfants et le groupe de travail sur l'intérêt supérieur de l'enfant à Paris le 29 avril 2014.

Les actes de l'état civil, instrument de circulation de l'état des personnes

Colloque : « *La libre circulation des personnes et de leur statut familial dans un monde globalisé* », colloque organisé par l'Université de Sao Paulo (USP) et l'Université Jean Moulin Lyon 3 (Centre de droit de la famille) avec le soutien du programme de Chaires Consulat de France à Sao Paulo/État de Sao Paulo, à l'Université de Sao Paulo le 10 avril 2014.

Participation au séminaire de recherche relatif aux frontières du droit international privé / *Boundaries of European Private International Law*, dirigé par le Professeur Jean-Sylvestre Bergé, *Jean Monnet Lifelong Learning Program (Project n. 54239-LLP-1-2013-1-FR-AJM-IC)*, organisé à l'Université autonome de Barcelone, par Miquel Gardeñes Santiago, les 27 et 28 mars 2014.

Les enjeux de la preuve de l'état des personnes au regard de la qualité d'héritier et de conjoint survivant dans les successions internationales

Journées nationales personne et famille organisées par le Conseil Supérieur du Notariat à Paris les 24 et 25 mars 2014.

Les transformations du droit de la famille (*modèles familiaux, rôle de la volonté individuelle et droits de l'enfant*)

Session de formation continue pour la Caisse d'allocation familiale et les dirigeants des structures accueillant des enfants, organisée par la Caisse d'allocations familiales du Rhône, à Lyon les 13 et 20 février 2014.

L'accès à la parenté pour les couples de même sexe en droit français

Colloque : « *Procreación y Adopción en la era de la globalización / La procréation et l'adoption à l'ère de la mondialisation* », organisé en partenariat par le Centre de droit de la Famille de l'Université Jean Moulin – Lyon 3 et le Centre de Recherche en droit de la famille de l'Université Pontificale de Buenos Aires, à Buenos Aires le 28 novembre 2013.

Les instruments techniques de coordination et l'harmonisation des droits internes

Colloque : « *Vers un statut européen de la famille ?* », organisé par le Centre de droit de la famille de l'Université Jean Moulin - Lyon 3, en association avec le CREDIP, à Lyon, les 21 et 22 novembre 2013.

État civil et droit de la nationalité : les pièges de l'état civil international

Session de formation des magistrats relative au droit de la nationalité, organisée à Paris par l'ENM, le 3 octobre 2013.

La réception en France des actes de l'état civil étrangers

Université d'été de l'EDARA (École des avocats de la région Rhône-Alpes), organisée à Lyon les 7, 8 et juillet 2013.

Du processus législatif français à la loi ouvrant le mariage et l'adoption aux couples de même sexe

Séminaire organisé par l'Ambassade de Belgique et le Conseiller des Flandres en Hongrie à l'occasion des dix ans de la loi belge ayant ouvert le mariage aux personnes de même sexe, à Budapest le 5 juillet 2013.

Le mariage sans sexe... (nom des époux, état civil, livret de famille, célébration du mariage...)

Colloque : « *Du mariage pour tous à la famille homosexuelle* », organisé par le Centre de droit de la famille de l'Université Jean Moulin - Lyon 3, à Lyon, le 31 mai 2013.

La loi applicable aux successions internationales selon le règlement du 4 juillet 2012

Journées nationales personne et famille organisées par le Conseil Supérieur du Notariat à Paris les 25 et 26 mars 2013.

La loi applicable aux régimes matrimoniaux selon la proposition de règlement du Conseil présentée à la Commission européenne le 16 mars 2011

Colloque : « *Vers un droit européen patrimonial de la famille ?* », organisé par l'IRDAP, Université de Bordeaux IV – Montesquieu, à Bordeaux le 25 janvier 2013.

L'application en France de la Convention de La Haye sur les enlèvements internationaux d'enfant

Colloque : « *Droit japonais, droit français : Quel dialogue ?* », organisé par l'École normale supérieure de Lyon et Science-po Lyon, à Lyon les 10 et 11 mai 2012.

Les modalités du choix de la loi applicable dans le Règlement Rome 3

Colloque : « *Le nouveau droit européen du divorce autour du Règlement Rome 3 sur la loi applicable au divorce* », organisé par le Centre de droit de la famille de l'Université Jean Moulin - Lyon 3, à Lyon, le 10 mai 2012.

Les formalités entourant le mariage (*mariage en la forme locale – transcription – opposabilité aux tiers*)

Colloque : « *L'union conjugale en Europe : Quelle place pour la volonté ?* », organisé par le Centre de droit notarial européen à Lyon le 29 mars 2012.

Le rôle de la volonté dans le système légal français de protection des majeurs

Congrès de l'Association internationale de droit de la famille (International Survey Of Family Law) organisé à Lyon du 19 au 23 juillet 2011 : « *Les solidarités entre les générations* ».

Participation au cycle de séminaires de recherche : Parenté, filiation, origine

Dirigés par les Professeurs Hugues Fulchiron de l'Université Jean Moulin Lyon 3, Pierre Murat de l'Université Pierre Mendès France – Grenoble 2 et Jean-Louis Renchon de l'Université catholique de Louvain, organisé à Lyon les 12 et 13 février, 18 et 19 novembre 2010.

La valeur probante des actes de l'état civil : atteinte à la souveraineté de l'État ou protection de l'État ?

Colloque organisé à l'occasion du soixantième anniversaire de la Commission internationale de l'état civil : « *L'état civil du XX^e siècle* », à Strasbourg, les 13 et 14 mars 2009.

L'état civil des parties

Colloque : « *Les conflits familiaux internationaux* », organisé par l'Institut d'étude judiciaires et le Centre de droit de la famille de l'Université Jean Moulin - Lyon 3, à Lyon, le 25 juin 2008.

Participation au cycle de séminaires de recherche : Parenté/parentalité, mariage/conjugalité

Dirigé par le Professeur Hugues Fulchiron de l'Université Jean Moulin – Lyon 3, organisé par le Centre de droit de la famille, à Lyon les 7 février 2007, 24 novembre 2007 et 6 mars 2008.

Synthèse des travaux réalisés en atelier sur la preuve de la filiation

Colloque : « *La réforme de la filiation* », organisé par le Centre de droit de la famille de l'Université Jean Moulin - Lyon 3, à Lyon, le 8 juin 2006.

La réforme de l'article 47 du Code civil et la force probante des actes de l'état civil étrangers

Colloque « *L'état civil dans tous ses États* », organisé par le Syndicat des avocats de France et l'Université de Lille 2, à Lille, le 16 avril 2005.

Animation d'un atelier sur l'application du Règlement Bruxelles 2 bis

En collaboration avec Maître Alexandre Boiché, avocat au barreau de Paris. Colloque : « *Le nouveau droit communautaire du divorce et de la responsabilité parentale* », organisé par le Centre de droit de la famille de l'Université Jean Moulin - Lyon 3, à Lyon, les 7 et 8 avril 2005.

La Pologne et les déplacements transfrontaliers d'enfants

Colloque : « *Les enlèvements d'enfants à travers les frontières* », organisé par le Centre de droit de la famille de l'Université Jean Moulin - Lyon 3, à Lyon, les 20 et 21 novembre 2003.

- RECHERCHES COLLECTIVES -

L'intégration de la coutume dans le corpus normatif contemporain en Nouvelle-Calédonie

Recherche effectuée en 2015 et 2016 dans le cadre d'un projet GIP « Mission de recherche Droit et Justice », dirigé par la Professeure Pascale Deumier (Université Jean Moulin - Lyon 3) et Monsieur Etienne Cornut (Université de la Nouvelle-Calédonie).

Travaux effectués :

- Etude de plus de 500 décisions du TPI et de la Cour d'appel de Nouméa.
- Rédaction d'une synthèse relative à l'état civil coutumier pour le rapport rendu au ministère en septembre 2016.

La métamorphose du droit de la famille face à la redéfinition de l'union matrimoniale et de la parentalité

Recherche en cours, débutée en octobre 2013, dans le cadre d'une convention académique spécifique entre les Centres de droit de la famille des Université Jean Moulin – Lyon 3 et Pontificale Catholique argentine (UCA).

Travaux effectués :

- Organisation d'un symposium avec les Professeurs Hugues Fulchiron et Ursula Basset relatif à *La procréation et l'adoption à l'ère de la mondialisation (Procreación y Adopción en la era de la globalización)* à Buenos Aires le 28 novembre 2013.

- Création d'un projet de recherche relatif aux *Mutations du droit de la famille dans un monde globalisé : entre droit de la famille et droits de l'individu (Étude comparée de l'influence des droits de l'homme sur les droits internes et internationaux de la famille français et argentin)*. Présentation du projet en vue de l'obtention d'un financement ECOS-sud auprès des Ministères français et argentins (Ministerio de Ciencia, Tecnología e Innovación Productiva, Ministère des Affaires Étrangères et Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche). Direction scientifique, rédaction du projet, constitution du dossier et de l'équipe de recherche incluant des enseignants chercheurs confirmés et des doctorants.
- Direction et organisation d'un cycle de séminaires de recherche relatif à *La vulnérabilité (droits de l'enfant – Lyon les 10 et 11 février 2015 et des majeurs protégés – Buenos Aires les 2 et 3 juin 2015)*.

La circulation des personnes et de leur statut familial dans un monde globalisé

Recherche en cours, débutée en mars 2013, dans le cadre d'un projet Bourgeon dirigé par le Professeur Hugues Fulchiron et unissant des chercheurs français, argentins, brésiliens, espagnol et belges, autrichiens, italiens, hollandais, hongrois, roumains, québécois et uruguayens.

Travaux effectués :

- Participation à l'élaboration du projet de recherche.
- Participation au colloque *La libre circulation des personnes et de leur statut familial dans un monde globalisé*, organisé par l'Université de Sao Paulo (USP) et l'Université Jean Moulin Lyon 3 (Centre de droit de la famille) avec le soutien du programme de Chaires Consulat de France à Sao Paulo/État de Sao Paulo, à l'Université de Sao Paulo le 10 avril 2014 – Communication sur « Les actes de l'état civil, instrument de circulation de l'état des personnes ».
- Participation à l'organisation du séminaire de recherche « *La circulation des personnes et de leur statut familial dans un monde globalisé : autour de l'ordre public* », organisé à Lyon les 12 et 13 février 2015.

La rupture du mariage en droit comparé

Recherche effectuée entre 2012 et 2013 pour le Ministère de la Justice (GIP « Mission de recherche Droit et Justice »), réalisée en collaboration avec des experts de neuf pays sous la direction de Monsieur Hugues Fulchiron et de Madame Frédérique Ferrand, Professeurs à l'Université Jean Moulin - Lyon 3.

Travaux effectués :

- Participation à l'organisation du workshop qui s'est déroulé à Lyon le 9 mars 2012.
- Participation au workshop qui s'est déroulé à Lyon le 9 mars 2012.
- Analyse des rapports des neuf experts nationaux.
- Rédaction de la synthèse : « La reconnaissance des décisions de divorce et leur transcription sur les registres de l'état civil ».

Study for an Impact Assessment on European Initiatives on Mutual Recognition of the Effects of Civil Status Records

Recherche effectuée dans le cadre de la mission confiée par la Commission européenne au Cabinet de Recherche britannique MATRIX entre janvier 2012 et décembre 2013. L'objectif de la recherche était de réaliser l'étude d'impact relative à la recherche d'une solution

européenne à la circulation des actes de l'état civil et à la reconnaissance de leurs effets au sein de l'Union européenne.

Travaux effectués :

- Réalisation du rapport relatif au droit français en tant qu'expert français du droit international privé de l'état civil.
- Consultations écrites et orales sur les systèmes de circulation des actes de l'état civil envisageables au sein de l'Union européenne.
- Relecture et correction des rapports intermédiaires et du rapport final remis à la Commission européenne.
- Participation au workshop (*Facilitate mutual recognition of the effects of civil status records in the EU*), organisé par Matrix et la Commission européenne, Bruxelles le 23 janvier 2013.

Étude de jurisprudence chiffrée relative à la prestation compensatoire

Recherche effectuée entre le 1^{er} janvier 2012 et le 31 janvier 2013 pour le Bulletin des arrêts de la Cour d'appel de Lyon (Bacaly), publiée sur www.bacaly.univ-lyon3.fr.

Travaux effectués :

- Constitution et direction de l'équipe composée d'enseignants chercheurs titulaires et de doctorants.
- Élaboration de la grille de recherche et organisation des travaux.
- Rédaction de la synthèse introductive et de la structure de l'étude statistique.

Conflit familial, déplacements d'enfants et coopération judiciaire en Europe

Recherche effectuée entre 1999 et 2002 pour le Ministère de la Justice (GIP « Mission de recherche Droit et Justice ») et la Commission des Communautés européennes, réalisée en Allemagne, en Espagne, en France, en Pologne et au Royaume-Uni, sous la direction Monsieur Hugues Fulchiron, Professeur à l'Université Jean Moulin - Lyon 3.

Travaux effectués :

- Étude des dossiers du Bureau de l'entraide judiciaire et commerciale, Direction des Affaires civiles et du Sceau, Ministère de la Justice français.
- Étude des dossiers du Département de la coopération internationale et du droit européen, Ministère de la Justice polonais.
- Réalisation d'entretiens avec les membres des autorités centrales et des bureaux de coopération internationale dans les Ministères français et polonais, avec des magistrats français et polonais, avec des avocats français et polonais, et avec des travailleurs sociaux français et polonais.
- Rédaction du rapport de recherche sur le traitement par la Pologne du contentieux relatif aux enlèvements internationaux d'enfants, en collaboration avec Monsieur Matthieu Portefaix, Docteur en droit, et Monsieur Fabrice Toulieux, doctorant à l'Université Jean Moulin - Lyon 3.
- Rédaction de la synthèse : « Comment faciliter la coopération internationale ? », en collaboration avec Monsieur Cyril Nourissat, Professeur à l'Université Jean Moulin - Lyon 3, publiée *in* Les enlèvements d'enfants à travers les frontières, Actes du colloque organisé par le Centre de droit de la famille (Lyon, 20 et 21 novembre 2003), Bruylant, 2004, p. 482.

L'étranger en France, face et au regard du droit

Recherche réalisée entre 1997 et 1999 pour le Ministère de la Justice (GIP, Mission de recherche « Droit et Justice »), sous la direction de Monsieur Hugues Fulchiron, Professeur à l'Université Jean Moulin - Lyon 3.

Travaux effectués :

- Étude des dossiers du Tribunal de grande instance de Lyon.
- Réalisation d'entretiens avec des magistrats, des avocats, des travailleurs sociaux, des consuls et des membres des délégations consulaires, et directeurs d'établissements scolaires.
- Rédaction de la synthèse relative au contentieux de l'état civil.

- RESPONSABILITÉS SCIENTIFIQUES -

Directrice adjointe du Laboratoire de Recherches Juridique et Economique depuis 2016

En collaboration avec la Professeur d'Economie Catherine Ris.

Directrice adjointe du Centre de droit de la famille de l'Université Jean Moulin – Lyon 3 de 2012 à 2015

En collaboration avec le Directeur du Centre, le Professeur Hugues Fulchiron :

- Animation scientifique de l'équipe de recherche du Centre de droit de la famille (organisation de conférences, de débats, supervision des doctorants...).
- Définition et organisation des projets de recherche collective du centre seul ou en partenariat avec d'autres centres de recherche français et étrangers.
- Définition des axes de recherche du Centre de droit de la famille au sein de l'Équipe de droit privé (EA 3707) – Équipe de rattachement du Centre de droit de la famille.
- Chargée de la négociation d'une convention académique spécifique avec l'Université fédérale de Rio de Janeiro sur le thème de « *L'influence des droits fondamentaux sur le droit de la famille* ».

Directrice scientifique du colloque « L'identité et le droit », organisé par le Laboratoire de Recherches Juridique et Economique (LARJE) de l'Université de la Nouvelle-Calédonie, Nouméa, les 3 et 4 novembre 2016.

Initiatrice et Directrice scientifique du Cahier du LARJE – Veille et éclairage juridiques, publication collective annuelle visant à présenter et commenter les évolutions du droit applicable en Nouvelle-Calédonie (Spécificités du droit local, droit coutumier, transfert des compétences, décrochage du droit applicable sur la territoire par rapport au droit national).

Co-directrice scientifique du séminaire de recherche relatif à « L'accompagnement des personnes majeures vulnérables » organisé par l'Université Jean Moulin Lyon 3 (Centre de droit de la famille - CDF), l'Université de la Nouvelle-Calédonie (Laboratoire de Recherches Juridique et Economique - LARJE), la Pontificia Universidad Católica Argentina (Buenos Aires), la Universidad Austral (Buenos Aires), la Pontificia Universidad Católica de Chile (Santiago), la Universidad de Valladolid, à Lyon, le 18 mai 2016.

Co-directrice scientifique avec la Professeure Ursula Basset de l'Université pontificale catholique argentine du cycle de séminaires de recherche relatif à La vulnérabilité

(Enfant et Majeur vulnérables) Lyon les 10 et 11 février 2015, Buenos Aires les 2 et 3 juin 2015.

Coordinatrice scientifique de la convention académique spécifique unissant les Centre de droit de la famille des Universités Jean Moulin - Lyon 3 et Pontificale Catholique argentine (UCA) relative à « La métamorphoses du droit de la famille face à la redéfinition de l'union matrimoniale et de la parentalité » de 2013 à 2015. Convention de coopération scientifique visant au développement de projets communs et à l'organisation de séminaires de recherche internationaux.

Expertise scientifique pour EURIAS (*European Institutes for Advanced Study*), évaluation des dossiers d'enseignants-chercheurs ayant formulé une demande de bourse de recherche EURIAS pour un projet relatif au droit de la famille.

Membre du comité scientifique du projet de recherche *Boundaries of European Private International Law*, dirigé par le Professeur Jean-Sylvestre Bergé, Jean Monnet Lifelong Learning Program (Project n. 54239-LLP-1-2013-1-FR-AJM-IC).

Directrice scientifique des rubriques Droit des personnes et Droit extrapatrimonial de la famille du Bulletin des arrêts de la Cour d'appel de Lyon (Bacaly), de 2011 à janvier 2014.

Directrice et Coordinatrice scientifique avec les Professeurs Hugues Fulchiron, Jean-Sylvestre Bergé et Cyril Nourissat du colloque « Vers un statut européen de la famille ? », organisé par le Centre de droit de la famille de l'Université Jean Moulin - Lyon 3, en association avec le CREDIP, à Lyon, les 21 et 22 novembre 2013.

Directrice et Coordinatrice scientifique avec le Professeur Hugues Fulchiron de la publication des actes du colloque « Vers un statut européen de la famille ? », à paraître aux éd. Dalloz, coll. Thèmes et commentaires en décembre 2014.

Directrice scientifique, avec le Professeur Hugues Fulchiron, du cahier spécial « Du mariage pour tous à la famille homosexuelle », incluant les actes du colloque réalisé sur le même thème et d'autres article complétant la recherche, paru à la revue Droit de la famille, n°7, juillet 2013.

Directrice scientifique, avec le Professeur Hugues Fulchiron, du colloque « Du mariage pour tous à la famille homosexuelle », organisé par le Centre de droit de la famille, Université Jean Moulin, à Lyon 3, le 31 mai 2013.

Direction scientifique avec le Professeur Hugues Fulchiron de la Chronique annuelle de droit français de la famille (*Chronicle of French Family Law*). Chronique collective rédigée par les enseignants-chercheurs et les doctorants du Centre de droit de la famille de l'Université Jean Moulin – Lyon 3 ayant pour objet de présenter les évolutions récente du droit de la famille en France. Publiée chaque année in *International Survey of Family Law*.

Supervision avec les Professeur Hugues Fulchiron de l'Université Jean Moulin – Lyon 3 et Dominique Goubeau de l'Université de Laval de la traduction anglais/français des résumés des articles paraissant dans l'*International Survey of Family Law*, dirigé par le Professeur Bill Atkin de l'Université Victoria of Wellington (Nouvelle-Zélande).

- RESPONSABILITÉS PÉDAGOGIQUES ET CHARGES ADMINISTRATIVES -

Responsable pédagogique de la Licence en droit de l'Université de la Nouvelle-Calédonie depuis mars 2017

Directrice adjointe du Laboratoire de Recherches Juridique et Economique de l'Université de la Nouvelle-Calédonie depuis novembre 2016

En collaboration avec la Professeure d'Economie Catherine Ris.

Directrice adjointe du Centre de droit de la famille de l'Université Jean Moulin – Lyon 3 jusqu'au 1^{er} juillet 2015

En collaboration avec le Directeur du Centre, le Professeur Hugues Fulchiron :

- Supervision des budgets et des investissements.
- Rédaction des dossiers de subvention présentés aux instances universitaires (Division de la recherche et Division des relations internationales) et aux organismes institutionnels et professionnels (Barreau de Lyon, Cour d'appel de Lyon, instances notariales...).
- Rédaction des contrats quadriennaux et quinquennaux
- Membre du conseil de l'Équipe de droit privé (EA 3707) – Équipe de rattachement du Centre de droit de la famille.
- Supervision de l'accueil des enseignants chercheurs et doctorants étranger en séjour de recherche à Lyon.

Directrice du Diplôme Universitaire (DU) de droit notarial international jusqu'au 1^{er} juillet 2015

Diplôme externalisé financé par les instances notariales, créé en partenariat avec le Centre de formation professionnelle des notaires (CFPN) de Lyon et le Centre de droit notarial européen (ACENODE). Diplôme de formation continue réservé aux notaires diplômés.

- Création du diplôme, élaboration de la maquette et du régime d'examen.
- Négociation des partenariats avec les instances nationales et régionales notariales.
- Recrutement des intervenants universitaires et professionnels.
- Organisation pédagogique de la formation et des examens.

Directrice du parcours international et européen du master 2 droit privé et sciences criminelles, mention droit notarial, de 2011 au 1^{er} juillet 2015 :

- Modification de la maquette pédagogique.
- Rédaction du dossier de contractualisation du master 2 pour le dernier contrats quinquennal.
- Recrutement des étudiants et des intervenants universitaires et professionnels.
- Mise en place de partenariats avec les organismes professionnels et les instances notariales françaises et étrangères (Conseil supérieur du notariat, conseil régional des notaires de la Cour d'appel de Lyon, Conseil fédéral du notariat allemand, Cabinet de généalogie Coutot-Roehrig...)
- Direction de mémoires.
- Organisation de la participation à des colloques pour l'ensemble des étudiants du master 2.
- Organisation en collaboration avec des notaires et le Centre de droit notarial européen d'une étude sur les fonctions notariales à travers le monde.

- Organisation d'une journée d'intégration en collaboration avec les anciens élèves, les organismes professionnels et les instances notariales locales : le rallye du notariat.
- Création d'un réseau d'anciens élèves en cours.

Coordinatrice pédagogique du master 2 droit privé et sciences criminelles, mention droit de la famille, 2006 à 2013.

Directrice du parcours professionnel, 2011-2013 :

- Membre des jurys de soutenance de mémoire et de l'épreuve orale de synthèse.
- Organisation des épreuves.
- Rédaction du dossier de contractualisation du master 2 pour un contrat quadriennal et un contrat quinquennal.
- Suivi des étudiants et de l'organisation des cours.
- Organisation de la participation à des colloques pour l'ensemble des étudiants du master 2.
- Mise en place du parcours professionnel en 2011, création du régime d'examen et suivi des étudiants en stage.

Directrice de la licence professionnelle « Droit et gestion des entreprises associatives » (IUT), 2007 à 2011:

- Création de la licence et rédaction des dossiers d'habilitation et de renouvellement.
- Organisation de la scolarité et des enseignements.
- Mise en place de l'alternance et des contrats de professionnalisation en septembre 2009.
- Responsable des stages et du suivi des projets tutorés.
- Recherche et développement de partenariats avec des associations, des instances locales et des établissements d'enseignement et de formation.

Suivis d'étudiants :

- Directrice de thèse
- Directrice de mémoire de master 2
- Tuteur enseignant pour les projets tutorés et les stages des étudiants de 1^{ère} et 2^{ème} année de l'IUT, carrières juridiques, 2006-2011.
- Responsable des stages et tuteur enseignant pour les stages et les projets tutorés des étudiants de licence professionnelle Droit et gestion des entreprises associatives, 2007-2011.
- Suivi des étudiants en contrat de professionnalisation, 2009-2011.

Examens professionnels :

- Membre du jury de l'examen d'entrée au Centre Régional de Formation Professionnelle des Avocats depuis 2008 (Epreuves écrites et orales de Droit des personnes et de la famille).
- Présidente du jury de l'examen de spécialisation des avocats (Mention droit des personnes et de la famille depuis 2010).
- Présidente et/ou membre du jury du grand oral des masters 2 droit de la famille et droit notarial, parcours international depuis 2007.
- Présidente du jury de l'examen d'entrée au Centre formation professionnelle des notaires de Lyon, 2014.

Membre de commissions universitaires de l'Université Jean Moulin - Lyon 3 relatives à :

- Création du référentiel des enseignants chercheurs, 2010-11
- La valorisation de l'enseignement et de la recherche, 2009-10.
- L'équité des services, 2009-10.

Membre du Collège d'experts de l'Université Jean Moulin – Lyon 3 depuis janvier 2013

Organisation et participation à l'organisation d'une vingtaine de colloques, journées de formation et séminaires de recherche du Centre de droit de la famille de l'Université Jean Moulin - Lyon 3 depuis 2001 :

- Recherche de financements et de partenariats auprès d'organismes professionnels (Barreau de Lyon, Conseil régional des notaires de la Cour d'appel de Lyon, Chambre des notaires du Rhône, Chambre des notaires de l'Isère, Conseil supérieur du notariat, ...), d'organismes institutionnels (Conseil régional, Ministère de la Justice, Caisse d'allocations familiales...) et de sociétés privées (éditeurs juridiques, assurances et mutuelles...).
- Gestion et supervision de l'organisation matérielle du colloque (Programme, affiche, invitations, déjeuners, pauses cafés, déplacements des intervenants...).
- Négociation et gestion avec les éditeurs juridiques de la publication des actes des colloques dans des revues juridique ou sous forme d'ouvrage autonome.